



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 3 juillet 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24 juin 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED**

51 RUE DE LA PAIX  
68120 RICHWILLER

Références : 0003013105\_2025\_06\_24\_COVED\_RICHWILLER\_VI  
Code AIOT : 0003013105

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 juin 2025 dans l'établissement COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED implanté 51 RUE DE LA PAIX 68120 RICHWILLER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrivait dans le cadre de l'action régionale sur la prévention incendie dans le secteur des déchets.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED
- 51 RUE DE LA PAIX 68120 RICHWILLER
- Code AIOT : 0003013105
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une station de tri et transit de déchets.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie
- Action régionale « prévention du risque incendie dans le secteur des déchets »

**Référentiel réglementaire :**

- Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté préfectoral du 10 mai 2019 portant autorisation d'exploiter un centre de transit, regroupement et tri de déchets à la société COVED Sas à Richwiller

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4.	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5	Sans objet
5	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 8.2.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats révèlent trois non-conformités.

En fonction des enjeux sont proposées deux mises en demeure relatives à l'état des stocks de déchets d'équipements électriques et électroniques et à l'entreposage des batteries lithium ainsi qu'une action corrective sur la mise à jour du plan de défense incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Comptabilité des stocks de DEEE
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>En compléments du registre prévu au point 3.4 de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le registre des entrées/sorties de tous les déchets, y compris les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), dernière extraction datant de la veille de l'inspection, avec des éléments d'identification de l'expéditeur/du destinataire, des codes déchets associés et du poids des déchets. Il est cependant constaté que l'exploitant ne dispose pas d'un état des déchets stockés. Cela constitue une non-conformité.  L'exploitant présente son bilan annuel 2024, déclaré sur la plateforme GERP: 3775,5 tonnes de DEEE traitées en 2024. Cela n'appelle pas de remarque de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tri des DEEE contenant des piles ou des batteries
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.</i>
<b>Constats :</b>  <b>Séparation des flux de déchets</b> Il est constaté que l'exploitant réalise un tri à l'arrivée des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sur son site. En lien avec les consignes de l'éco-organisme, il sépare les différents flux de déchets suivants :

- froid (congélateurs, réfrigérateurs, climatiseurs) ;
- hors froid (lave-linge, sèche-linge) ;
- fours ;
- écrans ;
- petits appareils électroménagers contenant des batteries ;
- petits appareils électroménagers ne contenant pas de batteries ;
- batteries et piles.

Il est ainsi constaté que les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation (après tri à réception) pour ces flux de déchets.

Par ailleurs, il est constaté que les DEEE (contenant ou non des batteries) qui pourraient avoir été mis dans la collecte sélective (bornes ou sac chez des particuliers pour la collecte des papiers, cartons et plastiques) sont sortis de la chaîne de tri et entreposés dans des caisses plastiques pour collecte par un autre éco-organisme.

Pour ce flux de déchets, il est constaté que les DEEE susceptibles de contenir des batteries au lithium ne sont pas séparés des autres DEEE.

Cela constitue une non-conformité.

#### **Entreposage**

Il existe trois flux de DEEE contenant des batteries au lithium :

- les fûts contenant les batteries au lithium et piles en mélange ;
- les petits appareils ménagers contenant des batteries au lithium dont l'extraction nécessiterait une opération spécifique ;
- les DEEE issus de la chaîne de tri de la collecte sélective pouvant contenir des batteries au lithium.

Pour ces trois flux, il est constaté que l'entreposage se situe à proximité immédiate de voies de service pouvant être au besoin empruntée par des camions et des chariots élévateurs. Aucune protection n'est mise en place pour éviter l'absence d'endommagement lors d'opérations de manutention.

Cela constitue une non-conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 3 : Plan de défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

#### **Prescription contrôlée :**

*L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.*

*Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.*

*Il comprend au minimum :*

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;*
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;*
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;*
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;*
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;*
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;*
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;*
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;*
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;*
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;*
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.*

#### **Constats :**

Il est constaté que l'exploitant dispose d'un plan de défense contre l'incendie daté dans sa dernière version du 11 juin 2024.

Il est constaté que le document comporte les informations suivantes:

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes et non ouvrées ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et

l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Il est constaté que le plan de défense incendie comporte la liste du personnel formé mais qu'aucune justification quant aux compétences et formations suivies n'est apporté dans le document.

Cela constitue une non-conformité.

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Maîtrise des incendies

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maîtrise des incendies

**Prescription contrôlée :**

*L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.*

*[...]*

*Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.*

*Pour les installations déclarées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.*

*Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.*

*Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de*

*sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.*

**Constats :**

**Moyen d'appel des services de secours**

Il est constaté que l'exploitant dispose de plusieurs moyens pour prévenir les services d'incendie et de secours (SDIS) en cas d'incendie: téléphonie fixe et mobile des employés de la société, sous-traitance de la télésurveillance - hors heures ouvrées - qui contactera le cas échéant le SDIS en cas de levée de doute de la détection incendie.

**Exercice de défense contre l'incendie**

Il est constaté que l'exploitant a réalisé un exercice de défense contre l'incendie en juin 2024.

**Formation du personnel**

Il est constaté que les employés du site ont bénéficié d'une formation à la manipulation des moyens d'extinctions d'incendie le 24 juin 2024, par un organisme externe. L'Inspection a vérifié par sondage les attestations de formation.

L'exploitant indique que l'information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre est effectué à travers des "causeries", notamment les dernières en dates portant sur la vigilance en cas de fortes chaleurs, en lien avec le risque incendie.

Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Moyen de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 8.2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

*L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :*

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;*
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local [...] ;*
- d'un réseau sous pression interne au site comprenant 2 poteaux incendie dont les prises de raccords ont conformes aux normes en vigueur, associé à une réserve d'eau dédiée d'une capacité d'au moins 240 m<sup>3</sup>, permettant de fournir un débit de 120 m<sup>3</sup>/h ;*
- [...] ;*
- d'une réserve d'eau d'au moins 540 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction, accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. [...]*
- d'un dispositif d'extinction automatique, alimenté par une réserve d'eau dédiée de 330 m<sup>3</sup> ;*
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.*

**Article 4.1 de l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations**



**de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :**

*L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :*

*- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;*

*- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;*

*- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.*

*Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :*

*[...]*

*- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.*

*Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.*

#### **Constats :**

Il est constaté que l'installation est équipée:

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques (notamment au niveau de la presse à balle), à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Il est constaté, par sondage au niveau d'extincteurs de la chaîne de tri, que les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (cf. point de constat n°3) ;

- d'un plan des bâtiments et des aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment (et aire) à disposition à l'entrée du site

- de caméras de surveillance et de caméras thermiques pour la détection de points chauds/départs d'incendie ;

- des bouches incendie sur la voie publique à proximité immédiate du site ;

- d'une réserve d'eau constitué une bâche de 540 m<sup>3</sup> ainsi que d'une réserve d'eau dédiée aux sprinklers de 330m<sup>3</sup>.

Il est constaté l'absence de réserve de sable meuble et sec. L'exploitant indique qu'il utilise comme matériaux assimilés les réserves de terre autour du site mais que sa stratégie de défense incendie ne repose pas sur ces réserves de terre.

Cela n'appelle pas de remarque de l'inspection.

Il est constaté la vérification de moins d'un an des:

- robinets armés présents sur site ;

- extincteurs (par sondage) ;

- poteaux incendies présent sur site.

**Type de suites proposées :** Sans suite